L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLITT, MAGNE & Cie.
No. 81, rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 payable d'avance
DO TOUS LES JOURS SAUF DIMANCHE, $10

CANDIDATS WHIGS
CHOISIS PAR LA CONVENTION NATIONALE,
POUR PRESIDENT DES ETATS UNIS.
WILLIAM H. HARRISON
DE L'OHIO.
POUR VICE-PRESIDENT DES ETATS UNIS
JOHN TYLER,
DE LA VIRGINIE.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 17 FEVRIER 1840.

REMBLAI—DESSECHEMENT.

M. Cha. Lesseps, alderman du second district de la première municipalité, vient de publier sous forme de pamphlet une *adresse au Conseil* relative au desséchement de toute la partie de terrain comprise entre la rue Claiborne, le Canal Carondelet et le Bayou St. Jean. Cette *Adresse* de quelques pages a le grand mérite d'aller tout droit au but et de présenter clairement, mais avec une concision remarquable, beaucoup de faits et d'utiles informations; et nous ne craignons pas d'affirmer qu'elle fera plus avancer la question qu'un volume de phrases bien sonnées et bien alignées.

M. Lesseps établit que les quatre cinquièmes des terrains dont il s'agit sont à 10 ou 11 pouces au dessous du niveau des hautes eaux ordinaires du Bayou St Jean, et à 3 pieds 6 pouces environ au dessous du niveau qu'atteignent les eaux du même Bayou pendant l'ouragan de 1831.

Deux systèmes donc se présentent pour écouler les eaux stagnantes sous lesquelles croupissent des terres que reclament impérieusement, et les besoins d'une population croissante et l'assainissement de la Nouvelle-Orléans le desséchement promptement dit et le remblai.

Le desséchement exige, pour être effectué avec célérité, la construction d'une forte digue autour du terrain afin d'empêcher l'irruption des eaux du fleuve et du cellee du Bayou; il exige en outre un nivellement déterminant une pente nécessaire pour écouler naturellement les eaux pluviales et un immense réservoir destiné à recevoir la masse de ces eaux réservoir destiné à recevoir la masse de ces eaux pluviales dans toute la plus basse du terrain; il exige enfin l'emploi d'une ou plusieurs machines à vapeur pour rejeter en dehors des digues les eaux accumulées dans les réservoirs.

Ainsi le desséchement nécessite, 1o. une dépense de nivellement pour donner un plan incliné; 2o. une dépense d'excavation pour former des grands réservoirs; 3o. une dépense constante de machines à vapeur.

Le remblai nécessite d'après les calculs de M. Lesseps, 48,150,800 pieds cubes de terre. Et la difficulté du remblai est d'autant plus grande que les dépôts du fleuve en face de la municipalité sont évidemment insuffisans, et qu'il faudrait aller prendre la terre nécessaire de l'autre côté du lac.

Pour pouvoir décider lequel est le meilleur mode il faudrait donc déterminer d'une manière positive d'un côté les dépenses de construction des digues de nivellement, d'excavation des réservoirs et la dépense vellement, d'excavation des réservoirs et la dépense annuelle occasionnée par les machines à vapeur; et de l'autre les dépenses de remblai.

C'est cet examen on voit une question de chiffres qu'on ne peut par conséquent traiter et résoudre qu'avec des chiffres. Mais en faisant les calculs d'où doit résulter sa solution il ne faut pas perdre de vue que le remblai une fois fait n'occasionnerait plus aucune dépense et que la culture comme la salubrité y trouveraient un avantage marqué.

Nous pensons que M. Lesseps que la question est de la plus haute importance et qu'il convient de la résoudre le plus tôt possible parce que le niveau des eaux à trouver au delà de la rue Claiborne doit être différent selon qu'on adoptera l'un ou l'autre mode de desséchement.

Une carte ou coupe de terrain accompagnant la brochure de M. Lesseps, permet à tout le monde de se former une opinion sur ce sujet qui, sans cet auxiliaire, ne serait accessible qu'aux hommes spéciaux.

ARRESTATION DE JAMES REED.

Grace à la vigilance du capitaine de la garde de la première municipalité, James Reed, accusé d'avoir commis tout dernièrement un vol à la Mobile, vient d'être arrêté. On a trouvé sur lui 7 montres en or 10 porte-crayons, 5 chaines en or, 2 épinglettes, une clef de montre, une boucle en or, une longue vue, 7 chaines de sûreté en or, une montre en argent, 6 en argent et 25 en billets de Texas.

On lit dans le *Caddo Free Press* du 6 février:

Nous apprenons que les travaux ayant pour objet de faire disparaitre les obstructions qui entravent la navigation d'ici (Shreveport) à Fort Towson avancent rapidement. On croit que d'ici à dix jours la navigation sera parfaitement libre. Il y a maintenant dans la rivière de 10 à 12 pieds au dessus de la marque des basses eaux et cet état de choses ne peut que s'améliorer.

Nous devons l'obligeance du capitaine Landon, du brick R. Greene, nos journaux de la Havane jusqu'au 7 février. Ils ne contiennent que des nouvelles du Mexique qui sont d'une date antérieure à celle de nos dernières avis par voie directe.

MEXIQUE.

Quelques journaux parlent des intentions du gouvernement Mexicain de reconquérir le Texas. A l'appui de cette opinion, ils citent divers passages de quelques discours des membres du cabinet et du congrès Mexicain, et ils en tirent cette conclusion que le Texas aurait dû et devrait encore s'unir au parti Fédéraliste pour attaquer le gouvernement Mexicain.

Nous ne pouvons au contraire qu'approuver la conduite du Texas résolument au Mexique. Le gouvernement Mexicain peut bien désirer la conquête du Texas, mais il est plus que probable qu'il ne pourra jamais la tenter et encore moins l'effectuer. Tant qu'elle de ce côté le Texas n'a que faire de s'immiscer dans les affaires intérieures du Mexique, mieux vaut coloniser et civiliser complètement le Texas que d'aller guerroyer sans nécessité.

Je prie MM. les Editeurs de l'Abeille de vouloir bien insérer dans leur gazette la relation suivante, et j'ai obligeance leur sera dévoué.

L. CHABERT.

LA LOI DE LYNCH.

Un acte de la nature la plus grave vient comme dans le nuit du 13 au 14, en mon habitation située à environ un mille de forty de la ville municipalité. Voici les faits tels qu'ils se sont passés.

Dans la journée du 14, je fus prévenu qu'une tentative serait faite pendant la nuit, d'enlever les nègres de l'habitation, et que le moment choisi pour cette tentative était dans la nuit de décembre dernier, par un certain Hawes Harris, frère du dont Edward Harris de la N. Orleans, et que la chose avait été en partie empêchée par le courage que j'obtins de mon voisine les habitans, je crus cette fois et devoir me mettre sur mes gardes, et pour cela je m'adressai au capitaine Hart, de la garde de ville, à fin qu'il me donnât trois hommes pour protéger ma propriété, ce qu'il fit. En outre de cela, je priai deux de mes amis, MM. Louis Thomas et Henry Caseaux, de venir passer la nuit sur l'habitation, pour me prêter main forte en cas de besoin.

Vers les trois heures du soir, toutes mes craintes sur l'habitation; les trois hommes de garde arrivèrent, peu d'instans après nous, à 8 heures environ ces hommes furent placés par moi, à la porte du camp des nègres, avec ordre de ne laisser entrer ni sortir personne, et de faire bonne garde toute la nuit; après cela je dis à mes amis, MM. Alphonse Caseaux, qu'il aurait à me sonner la cloche à l'heure habituelle le matin suivant, et retournai les nègres au travail, et pour leur ôter toute chance de fuite, de les tenir tous ensemble, et de ne faire accompagner d'un des hommes de garde.

Ces dispositions prises, je me rendis chez moi accompagné de l'économe et de mes deux amis. A 10 heures, M. Caseaux se rendit chez lui, et à 11 heures nous fûmes tous couchés. Vers 2 heures du matin, mon domestique nous éveille en sursaut, en frappant à coups redoublés à la porte, et nous dit que tout était en révolution dans le camp des nègres. Effectivement, nous entendons, bien qu'éloignés de plus de deux milles, les cris et les vociférations qui partaient du camp.

Habillés à la hâte nous nous dirigeames pour le point où cette scène de désordre avait lieu, pour secourir les hommes de garde, pensant que les nègres s'étaient révoltés. En effet, quelle fut notre surprise de trouver au lieu de cela, une bande d'hommes armés, en possession des nègres et de l'habitation. Comme le tems était très-sombre, nous ne reconnaissâmes notre erreur, que lorsque nous ne fûmes plus qu'à dix pas. Les hommes paraissant qui se trouvaient devant nous, fut le docteur E. Harris, armé d'un énorme pistolet, qui, me reconnaissant, fit volte face pour aller se retrancher derrière un groupe d'hommes, en poussant des cris que je ne puis mieux comparer qu'à ceux d'un sauvage en lieu de sureté, il excitait les autres par ces mots (dans le mien, dis-je Chabert, kill him, kill him, ou autrement), ceci est l'homme, ceci est Chabert, tuez-le, tuez-le. A un tel accueil Gregory Byrne, membre de la législature et Mr. Hart, capitaine de police, après à nous nommer plusieurs fois. Alors Byrne armé d'un fusil qu'il déroba sur ma poitrine, me dit que j'étais un homme mort si je ne me rendais pas. Surpris, atterré par un acte aussi illégal, de la part d'un homme que son rang et qualité de législateur devait placer de mon côté, plutôt qu'à la tête d'une bande armée, brisant mon enclos, violent mon domicile dans l'intention, en me menaçant de me tuer si je faisais usage des moyens que la loi sanctionnes, pour défendre ma propriété et mes droits, je me rendis prisonnier. Cependant après quelques instans de silence de ma part, j'interpellai M. Gregory Byrne en ces termes: De quel droit venez-vous chez moi? Il vous tuera deux de la nuit! Il me répondit que c'était en vertu d'un ordre légal, que je ne tenais qu'à voir. Il ajouta, en outre, qu'ayant que le même vertige animait cette troupe forcenée; je pris le parti le plus sage, celui de me retirer, en leur disant que je cédais à la force, et que j'allais en ville, pour me plaindre sous la protection de la loi.

Voilà ce qui a eu lieu sur mon habitation, dans la nuit de jeudi à vendredi.

D'après une pareille violation du droit de propriété je me suis adressé aux autorités judiciaires pour obtenir une éclatante et juste réparation.

Nouvelle Orléans, le 16 février 1840.

L. CHABERT.

SENAT DE LA LOUISIANE.
Présidence de M. F. Garcia.
Séance du 14 Février.

M. SCOTT de Pélicians, demande une pétition des habitans d'Est Pélicians, demandant l'érection d'une école dans cette paroisse.—Référée au comité des Finances publiques.

La pétition demande connaissance au Sénat d'une communication adressée à la Législature par le commissaire chargé de faire les préparatifs nécessaires pour la célébration de l'anniversaire de la naissance de Washington. Les deux branches de l'assemblée générale sont invitées à se rétirer à la procession qui partira de la maison d'Etat.

Les deux invitations devaient être prises en considération à leur seconde lecture et discutées.—Savoir

Acte pour régler le mode de procéder en matière d'avictions; et Acte pour changer l'époque des élections des notaires publics en Caroline.

A la demande de M. Bord, de Baton-Rouge, le premier de ces deux bills en mis à l'ordre du jour pour mercredi prochain, à midi, et sur motion de M. Downs le second est référé à un comité spécial.

Le président nomme Messieurs Downs, Hiriart et Darbigny membres de ce comité.

Les deux bills qui suivent sont adoptés sans débats à leur seconde lecture et passent:

Acte pour autoriser la cession de George P. Briant, shérif de la paroisse St-Martin, etc.

Acte pour incorporer la congrégation de l'église catholique romaine de St-Pierre à la Nouvelle Iberia, paroisse St-Martin.

Sur les suggestions de M. Darbigny, la chambre qui entretient cette congrégation à recevoir des legs et des donations est retranchée de bill.

Le Sénat reprend l'ordre du jour législatif pour s'occuper du 2e bill de M. Joseph Bonworth.

COUR D'ACCUSATION.

M. Beauter prête le serment d'office et prend son siége du juge.

Ainsi qu'il a été dit au précédent rapport l'ajournement de la Cour est limité avant que la question ne soit posée pour la motion présentée à ce sujet de l'accusé par M. Richardson, un des membres du jury, et un ordre qui consigne à M. C. M. Conrad, chairman du comité d'enquête, de fournir tous les documens qu'il a entre ses mains et relatifs au cas d'accusation.

M. RICHARDSON demande à la Cour de vouloir bien ordonner au bref de saisie de M. Conrad.

Sur motion de M. Lowrie, chairman du grand jury d'enquête, et du greffier de la Chambre des Représentans.

Un débat s'élève entre M. Lowrie, entre M. Lewis et un des deux conseils de l'accusé à la suite duquel la Cour se retire pour délibérer et revient avec une décision qui accorde à l'accusé l'autre qu'il demande.

Les parties ayant déclaré respectivement n'avoir plus de motion à faire, sur la motion de M. Hiriart, la Cour s'ajourne au premier lundi de mars prochain à midi.

Le Sénat reprend alors ses travaux législatifs.

QUESTION DES BANQUES.

M. WINN demande et obtient la permission de présenter une résolution qu'il motive par les remarques qui suivent.

Un comité de l'hon. membre, a été nommé par les deux Chambres pour faire une enquête sur l'état de situation des Banques. Plusieurs questions ne sont pas définies à ce comité, et ne peuvent être par conséquent résolues; les autres ne l'ont pas fait jusqu'à présent. Il n'aurait pas de ce retard qu'offrirait un rapport de satisfaire à la demande du comité; cependant le Sénat voudra bien se rappeler qu'à la session précédente un rapport semblable au pareil comité fut présenté et que dans cette circonstance plusieurs Banques ont contesté à l'assemblée générale le droit d'enquête. La solution de cette question importe beaucoup aux intérêts publics. Il s'agit de savoir si ces Banques existent ou non, et c'est pour amener cette décision qu'en sa qualité de chairman du comité des banques il a cru devoir présenter cette résolution, sur le mérite de laquelle la Législature se prononcera.

Sur la lecture de la résolution:

Attendu que plusieurs des Banques ont manqué jusqu'à présent d'envoyer leurs réponses aux interrogations qu'elles ont été priées par le comité réuni sur les Banques ont refusé de reconnaître à la Législature le droit d'investir ledit comité de l'autorité et de l'opinion de l'association générale, ce droit est incontestable, et attendu qu'une pareille occasion devrait être fournie pour statuer sur l'existence ou la non existence de ce droit; en conséquence,

Résolu, que la commission générale sur les Banques soit et il est par les présentes investi du pouvoir de pouvoir comme pour mépris toute personne qui manquera ou refusera de répondre à aucune question ou de fournir aucune information à aucune partie de ladite commission, dans le délai exigé d'elle par ledit comité sur les Banques."

A la demande de M. Winn, cette résolution est mise à l'ordre du jour pour lundi prochain à midi.

La séance est levée et renvoyée à lundi à 11 heures du matin.

Sommaire du Rapport de la Chambre.

Sur motion de M. Davidson, la discussion du bill relatif au railroad de Nashville et à la Banque de la Bourse est mis à l'ordre du jour de mardi.

M. Gaienné présente un bill relatif à la Banque des Amériacains.

Le bill est renvoyé à la juridiction de la cour de première instance.

Le bill définissant la juridiction de la cour de paroisse de Plaquemines est renvoyé à une troisième lecture.

Il en est de même, sur motion de M. Thomas, du bill accordant une allocation de fonds à Benjamin Brian d'Est-Baton Rouge.

Il en est de même, sur motion de M. Muse, du bill relatif à l'éducation des enfans indigens de la paroisse d'Est-Félicien.

Sur motion de M. Kenner, même résolution est prise sur un bill pour venir au secours de John Counstock.

M. Lewis présente un bill pour venir au secours de E (Gaimion de la paroisse de St. Landry.

La chambre refuse à sa troisième lecture le bill pour incorporer la congrégation de Ste. Elisabeth sur la rive droite du bayou Lafourche.

Le sénat annonce qu'il a donné son concours aux bills suivans: bill pour la nomination de deux juges de la cour de première instance de Caddo; bill relatif aux paroisses Glaze et Rouge; bill pour venir au secours de Geo. P. Brian; bill pour allocation au Springfield Insitute; bill pour l'incorporation de la compagnie d'assurances mutuelles contre l'incendie; bill pour amender les lois municipales de la Louisiane; bill pour placer un pont militaire à Baton Rouge; bill pour incorporer la congrégation de la Nouvelle Ibérie dans la paroisse de St. Martin; bill pour incorporer la compagnie du Phénix de la ville de Lafayette.

Le sénat consent à la résolution chargeant non commettans au congrès d'obtenir l'abrogation des lois relatives à la naturalisation.

Le sénat demande le concours de la chambre nommant en conséquence chargé de prendre en considération les moyens de rétablir la Bourse St. Louis. La chambre consent et l'orateur nomme comme membres du comité MM. Claiborne, Gaiennié, Lockett, Decloust et Muse.

La chambre s'occupe ensuite du bill accordant une protection de temps à la compagnie du chemin de fer de Ouest Félicians pour construire ce rail road.

M. Ratliff dit qu'il est chargé par ses constituans de combattre ce bill et se dispose à lire les objections rédigées dans un meeting tenu à St. Francisville.

Sur motion de la lecture de ces documens et fait décider par la chambre par 17 contre 14 que la lecture n'en sera pas faite.

M. Ratliff, alors, parle contre le bill, en proteste contre la décision de la chambre.

M. Davidson parle en faveur du bill qui est adopté par 25 contre 2.

Le bill autorisant une nouvelle division de la paroisse de Caddo est lu pour la troisième fois et adopté.

M. Dunbar, au nom du Comité d'Agriculture, fait rapport sur huit bills suivans: bill relatif à la promulgation des lois; bill autorisant la nomination de juges surnuméraires; bill pour amender le code noir; bill pour amender le code civil de la Louisiane.

On lit pour la seconde fois un bill pour nommer deux membres de plus additionnels pour la ville de la Nlle. Orléans. M. Lewis présente et fait adopter un substitut abrogeant la loi en vertu de laquelle les pesseurs sont nommés.

M. Winchester, au nom du comité des finances, fait son rapport sur la vente des bons de l'Etat par la seconde municipalité de la Nouvelle Orléans—l'impression en est ordonnée.

Le bill accordant une allocation à Edouard Dota est déposé indéfiniment sur le bureau.

La chambre s'ajourne à lundi.

DEPARTS DE LA LE		
New York.....	jan 31	Liverpool..... déc 26
Boston.....	jan 31	Liverpool..... déc 26
Philadelphie.....	fév 2	Havre..... déc 25
Philadelphie.....	fév 2	Havre..... déc 25
Baltimore.....	fév 2	Brême..... déc 15
Charleston.....	fév 2	Brême..... déc 15
Charleston.....	jan 4	Cadix..... déc 15
Tampico.....	fév 1	Havane..... déc 7
Tampico.....	déc 30	Houston..... déc 30

ARRIVEES DE LA LE		
New York.....	jan 31	Liverpool..... déc 26
Boston.....	jan 31	Liverpool..... déc 26
Philadelphie.....	fév 2	Havre..... déc 25
Philadelphie.....	fév 2	Havre..... déc 25
Baltimore.....	fév 2	Brême..... déc 15
Charleston.....	fév 2	Brême..... déc 15
Charleston.....	jan 4	Cadix..... déc 15
Tampico.....	fév 1	Havane..... déc 7
Tampico.....	déc 30	Houston..... déc 30

COMMERCIAL.

MOBILE, 15 février.

Notre marché au coton a montré un aspect de fermeté et il y a eu transaction pour la baisse aux prix 12 de 12½ balles de coton ont changé de mains à une légère baisse sur les cours précédens.

CHARLESTON, 8 février.

Le cotton Upland a été assez largement depuis le 1er. Les ventes peu étendues ont eu lieu à des prix incertains. Le commerce local de la ville est dans un état de stagnation. Le fret et la rareté des navires ont tout-à-fait arrêté les opérations. Les ventes ont été pour les semaines finissant les 1, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46,